

Faut-il en arriver à un drame avant de réagir ?

NANTES, le 21 août 2025

Le quotidien du QCD de Nantes met en exergue un manque d'effectif considérable. En se basant sur les données statistiques fournies par la direction, ce ne sont pas moins de 40 surveillants qui manquent pour avoir un effectif complet. Afin d'avoir juste les capacités pour que l'établissement puisse fonctionner avec une couverture de poste de 91%, il faudrait 13 surveillants supplémentaires au QCD. Cela sans compter sur les effectifs du QSL sous évalués et qui nécessitent des renforts quotidiens jour et nuit par les agents du QCD.

Résultat, un vrai casse-tête pour le service des agents ainsi que pour les brigadiers-chef encadrement à chaque prise de poste, et, il n'est pas rare, voire régulier, de retrouver 1 seul agent pour gérer tout un bâtiment de plusieurs étages faute de personnel. Des services sont contraints de fermer, allant à l'encontre des préconisations de la MCI. Des modes dégradés se retrouvent institutionnalisés y compris dans des secteurs entiers. La sécurité des agents est mise en péril chaque jour. Les promenades, les parloirs, les UVF, le secteur évolutif, les ateliers, nul n'est épargné.

Chiffres à l'appui : le quartier du centre de détention a **un taux de couverture de 84%**. Durant le mois de juillet, **les heures supplémentaires ont été augmentées de 128%** par rapport à l'an dernier pour près de 4600 heures. Bon nombre d'agent se retrouve avec un quota d'heures supplémentaires qui explose sans que la direction CP ne tienne compte de l'épuisement qui s'installe. **Les postes non couverts représentent 906 heures soient 6 surveillants à plein temps**. Le poste de disponible n'est pas compté dans ce total puisqu'il n'a pu être couvert que 3 demi-journées dans le mois et qu'il aurait fallu 2 agents de plus pour le couvrir (354 heures).

Les méthodes managériales ne font qu'aggraver le climat délétère qui s'accroît. Plutôt que de se battre, chiffres à l'appui, pour exiger du personnel, la tendance est à « taper » sur les personnels présents en voulant leur imposer des rappels supplémentaires. C'est comme si un comptable gonflait artificiellement ses chiffres pour cacher un déficit. Les plannings prévisionnels devraient, pourtant, être au plus près de l'exigible annuel, soit 1582 heures pour un surveillant posté conformément à la charte de gestion. Or les agents sont actuellement prévus avec de 100 à 300 heures supplémentaires programmées par an et la direction veut encore en ajouter...

Pire, les personnels sont aujourd'hui menacés de sanctions administratives (trentièmes) lorsqu'ils ne se présentent pas sur certains rappels supplémentaires imposés en dernière

minute. Ces menaces vont à l'encontre de la note DAP du 12/02/2025 qui affirme que les agents doivent être prévenus suffisamment à l'avance. Pour l'**UFAP UNSA Justice** un délai de 14 heures semble clairement insuffisant une veille de week-end sachant que ce manque était connu par la direction depuis le début de la semaine. Il est également précisé sur cette même note qu'il ne doit pas y avoir de rappel sur la période de RH précédant les CA.

L'**UFAP UNSA Justice** réclame un minimum de considération pour les agents qui donnent déjà beaucoup pendant cette période estivale.

L'**UFAP UNSA Justice** incite la direction CP à une prise de conscience de la réalité du terrain car la situation RH catastrophique va s'accroître avec la campagne de mutation qui vient de se terminer et que de nouveaux départs à la retraite sont prévus.

De plus, la dernière « fantaisie » de la direction est de rouvrir l'ancienne MAF. Pour ce faire, seuls 3 agents seraient demandés. Tout d'abord, contrairement aux croyances de la direction, il n'y a jamais eu 30 cellules dans ce secteur. Mais où sont passées les belles paroles sur le travail en sécurité ? On laisserait un agent seul dans un secteur, totalement isolé ? Une meilleure connaissance des locaux et une concertation avec tous les personnels de terrain auraient pu être opportunes avant de prendre des décisions trop hâtives.

Enfin, l'**UFAP UNSA Justice** n'oublie personne, le QMA, la SAS, le QSL et les ELSP souffrent aussi de conditions de travail difficiles et sont aussi en manque de personnel important. Il est temps d'arrêter de se voiler la face et de dire, comme cela a été fait dans d'autres établissements et directions interrégionales, que l'intégralité du CP de Nantes a un besoin plus qu'urgent en personnel.

L'**UFAP UNSA Justice** continuera activement aux réunions relatives aux plannings prévisionnels prévues comme à son habitude. Nous gardons l'espoir d'y rencontrer un **réel DIALOGUE**.

Pour l'UFAP UNSa Justice

Les membres du bureau QCD